



# G Mining Ventures Corp.

## États financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)



## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de G Mining Ventures Corp.

---

### Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de G Mining Ventures Corp. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux normes IFRS de comptabilité.

#### Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2023 et 2022;
- les états consolidés du résultat net et du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

---

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

---

### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1  
Tél. : +1 514 205 5000, Téléc. : +1 514 876 1502, ca\_montreal\_main\_fax@pwc.com

### Question clé de l'audit

#### Évaluation des indices de perte de valeur des immobilisations corporelles et biens miniers

*Se reporter à la note 4, « Estimations comptables et jugements critiques », des états financiers consolidés.*

La valeur comptable des immobilisations corporelles et biens miniers s'établissait à 503,7 M\$ au 31 décembre 2023. Les immobilisations corporelles et biens miniers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs pourrait ne pas être recouvrable. Cette détermination exige beaucoup de jugement de la part de la direction. Les facteurs qui pourraient donner lieu à un test de dépréciation des immobilisations corporelles et biens miniers comprennent, sans s'y limiter, i) des tendances sectorielles ou économiques négatives importantes, y compris le prix de l'or, ii) la diminution de la capitalisation boursière ou iii) le report des dépenses d'investissement.

Au 31 décembre 2023, la direction a déterminé qu'aucun facteur ne justifiait l'exécution d'un test de dépréciation et, par conséquent, n'a pas soumis ses immobilisations corporelles et ses biens miniers à un tel test.

Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison i) de l'importance des immobilisations corporelles et biens miniers et de la part importante de jugement exercé par la direction pour évaluer les indices de perte de valeur des immobilisations corporelles et biens miniers, et ii) du degré élevé de subjectivité de la part de l'auditeur dans la mise en œuvre des procédures relatives aux jugements importants posés par la direction.

### Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Évaluer le caractère raisonnable de l'appréciation par la direction des indices de dépréciation des immobilisations corporelles et biens miniers en effectuant notamment ce qui suit :
  - apprécier l'exhaustivité des facteurs susceptibles d'entraîner la réalisation d'un test de dépréciation des immobilisations corporelles et biens miniers, y compris les éléments probants obtenus dans d'autres secteurs de l'audit;
  - déterminer s'il y a eu des tendances sectorielles ou économiques négatives importantes, y compris le prix de l'or, en observant les données externes de marché;
  - déterminer s'il y a eu une baisse de la capitalisation boursière en tenant compte de toute baisse du cours des actions de la Société;
  - lire les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et obtenir les approbations des budgets témoignant de la poursuite et de la planification des dépenses d'investissement.



---

## **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

---

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

---

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.



Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Maxime Guilbault<sup>1</sup>.

**/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>**

Montréal (Québec)  
Le 27 mars 2024

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A128042

# G Mining Ventures Corp.

## TABLE DES MATIÈRES

Page

### États financiers consolidés

États consolidés de la situation financière .....	1
États consolidés du résultat net et du résultat global .....	2
États consolidés des variations des capitaux propres .....	3
Tableaux consolidés des flux de trésorerie .....	4
Notes annexes .....	5

# G Mining Ventures Corp.

## États consolidés de la situation financière

(en dollars américains)

	Note	31 décembre 2023	31 décembre 2022
		\$	\$
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		52 398 149	81 892 279
Créances		1 788 107	1 334 138
Stocks	5	7 966 691	-
Charges payées d'avance et acomptes		1 270 275	402 367
		63 423 222	83 628 784
<b>Actifs non courants</b>			
Frais de financement différés	10	3 359 364	3 664 722
Dépôts à long terme sur l'équipement	7	10 402 200	14 911 772
Immobilisations corporelles et biens miniers	7	503 662 599	151 953 920
Actifs de prospection et d'évaluation	6	4 536 850	-
Autres actifs non courants		2 320 642	2 438 781
		<b>587 704 877</b>	<b>256 597 979</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Comptes créditeurs et charges à payer		27 029 706	12 217 247
Partie courante du passif sur contrat	8	14 549 056	-
Partie courante de l'obligation locative		73 872	32 035
Partie courante de la dette à long terme	11	7 515 178	-
		49 167 812	12 249 282
<b>Passifs non courants</b>			
Passif sur contrat à long terme	8	240 782 755	-
Dette à long terme	11	24 828 153	-
Passif à long terme		1 298 419	356 973
Obligation locative à long terme		240 898	-
Provision pour réhabilitation	9	4 113 422	967 692
Passif dérivé lié aux bons de souscription	10	4 234 960	1 745 697
		275 498 607	3 070 362
<b>Capitaux propres</b>			
<b>Capital-actions</b>			
Réserve pour paiements fondés sur des actions	13	247 869 652	247 838 632
Cumul des autres éléments du résultat global		4 143 447	2 248 228
Déficit		24 082 741	(2 931 070)
		(13 057 382)	(5 877 455)
		263 038 458	241 278 335
		<b>587 704 877</b>	<b>256 597 979</b>

### Engagements (note 19), événements postérieurs à la date de clôture (note 21)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé au nom du conseil d'administration :

« Elif Lévesque »

.....

Elif Lévesque, administratrice

« Jason Neal »

.....

Jason Neal, administrateur



## G Mining Ventures Corp.

États consolidés du résultat net et du résultat global  
(en dollars américains, sauf pour le nombre d'actions)

	Note	Exercices clos les 31 décembre	
		2023	2022
		\$	\$
<b>Charges d'exploitation</b>			
Salaires et avantages sociaux		2 893 208	1 834 670
Honoraires des administrateurs		299 031	189 666
Rémunération fondée sur des actions	13	1 713 550	1 297 007
Honoraires professionnels		1 001 245	1 040 061
Relations avec les investisseurs		563 614	477 305
Frais de bureau et frais généraux		993 100	469 297
Amortissement	7	90 488	74 438
Dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation		-	298 793
		(7 554 236)	(5 681 237)
<b>Autres produits</b>			
Change		349 647	(1 463 955)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	10	2 387 301	(627 208)
Commissions d'attente		936 771	357 152
Intérêts créditeurs et autres		(4 048 028)	(2 049 810)
		374 309	3 783 821
<b>Perte nette pour l'exercice</b>		<b>(7 179 927)</b>	<b>(1 897 416)</b>
Ajustement de conversion de devise		27 013 811	(4 267 140)
<b>Résultat global net pour l'exercice</b>		<b>19 833 884</b>	<b>(6 164 556)</b>
<b>Perte de base et diluée par action</b>		<b>(0,02)</b>	<b>(0,01)</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base et dilué</b>		<b>447 524 874</b>	<b>331 473 232</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## G Mining Ventures Corp.

États consolidés des variations des capitaux propres  
(en dollars américains, sauf pour le nombre d'actions)

	Capital-actions		Réserve pour paiements fondés sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total
	Nombre d'actions	Montant				
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>235 810 914</b>	<b>119 332 235 \$</b>	<b>901 192 \$</b>	<b>1 336 070 \$</b>	<b>(3 980 039) \$</b>	<b>117 589 458 \$</b>
Émissions d'actions	189 066 765	116 928 470	-	-	-	116 928 470
Coûts d'émission d'unités	-	(2 626 530)	-	-	-	(2 626 530)
Bons de souscription exercés	22 639 381	14 204 457	-	-	-	14 204 457
Rémunération fondée sur des actions	-	-	1 347 036	-	-	1 347 036
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	-	-	(4 267 140)	-	(4 267 140)
Perte nette pour l'exercice	-	-	-	-	(1 897 416)	(1 897 416)
<b>Solde au 31 décembre 2022</b>	<b>447 517 060</b>	<b>247 838 632 \$</b>	<b>2 248 228 \$</b>	<b>(2 931 070) \$</b>	<b>(5 877 455) \$</b>	<b>241 278 335 \$</b>
Options exercées	38 544	31 020	(10 884)	-	-	20 136
Rémunération fondée sur des actions	-	-	1 906 103	-	-	1 906 103
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	-	-	27 013 811	-	27 013 811
Perte nette pour l'exercice	-	-	-	-	(7 179 927)	(7 179 927)
<b>Solde au 31 décembre 2023</b>	<b>447 555 604</b>	<b>247 869 652 \$</b>	<b>4 143 447 \$</b>	<b>24 082 741 \$</b>	<b>(13 057 382) \$</b>	<b>263 038 458 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## G Mining Ventures Corp.

### Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en dollars américains)

	Note	Exercices clos les 31 décembre	
		2023	2022
<b>Activités d'exploitation</b>			
Perte nette pour l'exercice		(7 179 927) \$	(1 897 416) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie			
Dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation		-	298 793
Amortissement	7	90 488	74 438
Rémunération fondée sur des actions	13	1 713 550	1 297 007
Perte (profit) de change latent		139 827	(1 587 669)
Commissions d'attente		936 771	357 152
Variation de la juste valeur des instruments financiers	10	2 402 617	(648 685)
Provision pour réhabilitation au titre de la charge de désactualisation	9	260 530	9 561
		(1 636 144)	(2 096 819)
Produit de l'entente d'achat de la production d'or	8	250 000 000	-
Variations du fonds de roulement hors trésorerie			
Créances		(406 491)	(997 333)
Stocks	5	(7 179 123)	-
Charges payées d'avance et acomptes		(837 152)	(166 735)
Comptes créditeurs et charges à payer		(922 282)	2 063 749
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		<b>239 018 808</b>	<b>(1 197 138)</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Actifs à long terme	11	-	600 000
Ajouts d'immobilisations corporelles et de biens miniers, déduction faite des dépôts à long terme	7	(300 515 137)	(81 488 814)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles et de biens miniers	7	14 294	5 626
Dépenses de prospection et d'évaluation	6	(4 148 389)	(13 723 105)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(304 649 232)</b>	<b>(94 606 293)</b>
<b>Activités de financement</b>			
Remboursement de l'obligation locative		(32 035)	(53 489)
Frais de financement différés	10	(210 217)	(1 090 412)
Produit de l'exercice des options et des bons de souscription	13	20 136	14 204 457
Produit tiré du prélèvement sur la dette à long terme	11	35 190 802	-
Remboursements sur la dette à long terme	11	(3 919 546)	-
Unités et actions émises contre trésorerie	13	-	116 928 470
Coûts d'émission des unités et des actions	13	-	(2 626 530)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>31 049 140</b>	<b>127 362 496</b>
<b>Effets des variations du taux de change sur la trésorerie</b>		<b>5 087 154</b>	<b>(7 170 418)</b>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(29 494 130)</b>	<b>24 388 647</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie, à l'ouverture de l'exercice</b>		<b>81 892 279</b>	<b>57 503 632</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture de l'exercice</b>		<b>52 398 149 \$</b>	<b>81 892 279 \$</b>

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 20)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)

---

## 1 NATURE DES ACTIVITÉS ET RISQUE DE LIQUIDITÉ

G Mining Ventures Corp. (la « **Société** ») est une entreprise au stade de mise en valeur constituée le 23 novembre 2017 en vertu des lois de la province de la Colombie-Britannique, au Canada, et régie par les lois canadiennes applicables depuis le 17 décembre 2020.

La Société a pour principales activités commerciales l'acquisition, la prospection, l'évaluation et la mise en valeur de biens miniers et a pour principal objectif la mise en valeur de son actif phare, le projet aurifère Tocantinzinho (le « **projet** »), qui se situe dans le nord du Brésil et qui est détenu par Brazauro Recursos Minerais SA (« **BRM** »), filiale en propriété exclusive de la Société.

Depuis le 26 février 2024, le bureau principal et l'établissement commercial principal de la Société sont situés au 5025, boulevard Lapinière, bureau 1050, Brossard (Québec) J4Z 0N5.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto (« **TSX** ») (**note 21**) sous le symbole « GMIN » et sur le marché de capital-risque de gré à gré OTCQX Best Market sous le symbole « GMINF ».

Afin de poursuivre ses activités futures et de financer ses dépenses de mise en valeur, la Société a conclu des engagements exécutoires à l'égard d'un montage financier, relativement à la mise en valeur du projet. Le montage financier comprenait des placements privés pour lesquels un produit brut de 117,0 M\$ a été reçu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, une entente d'achat de la production d'or (l'« **entente d'achat de la production d'or** »), une facilité d'emprunt à terme garanti de premier rang et un financement pour l'équipement, dont les modalités figurent ci-après :

Entente d'achat de la production d'or – Franco-Nevada Corporation (« **FNV** »)

L'entente d'achat de la production d'or est décrite à la **note 8** et tous les prélèvements ont été effectués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Emprunt à terme garanti de premier rang – FNV

- Montant de la facilité : 75,0 M\$ échéant dans six ans;
- Période de disponibilité : facilité permettant des prélèvements multiples, disponible une fois que le dépôt a été entièrement prélevé, au gré de la Société, pour un maximum de 3,5 ans;
- Commission d'attente de 1,0 % par an sur les montants non prélevés;
- Taux d'intérêt : taux de financement au jour le jour garanti à terme de 3 mois majoré d'une marge de 5,75 % par année avant l'achèvement du projet, la marge étant ramenée à 4,75 % après l'achèvement;
- Période de report des intérêts de deux ans;
- Le principal, les intérêts courus et les frais courus sont remboursables à compter de décembre 2025 comme suit :
  - 10 versements trimestriels égaux correspondant à 7,5 % du solde impayé, pour un total de 75 %;
  - un versement égal à 25,0 % à la fin du calendrier d'amortissement.
- Escompte à l'émission initiale : 2,0 % applicable aux montants prélevés.

À la suite de la clôture du financement, une sûreté permanente a été accordée à FNV sur certains actifs de la Société.

Un premier prélèvement sur l'emprunt à terme garanti de premier rang a été effectué après le 31 décembre 2023 (**note 21**).

# G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)

---

## 1 NATURE DES ACTIVITÉS ET RISQUE DE LIQUIDITÉ (suite)

Financement pour l'équipement – Caterpillar Financial Services Limited (« **CAT** »)

Le financement pour l'équipement est décrit à la note 11. Les prélèvements sur ce financement ont été effectués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Dans la mesure où elle respecte les conditions préalables à l'emprunt à terme garanti de premier rang, la Société prévoit que le produit sera suffisant pour financer ses besoins en capital jusqu'au début de la production commerciale du projet. Si la Société n'est pas en mesure de puiser dans ces facilités, ou si ces facilités sont insuffisantes pour terminer la construction et mettre la mine en service, la Société devra obtenir un financement supplémentaire. Une fois le stade de la production commerciale atteint, il est prévu que la Société générera suffisamment de flux de trésorerie de ses activités minières pour respecter ses engagements et obligations en matière de dépenses en immobilisations et engager les dépenses prévues pour le projet.

## 2 BASE DE PRÉPARATION

### Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux normes IFRS de comptabilité (« **IFRS** ») publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« **IASB** »). Les méthodes comptables suivies dans les présents états financiers consolidés sont conformes à celles de l'exercice précédent, à l'exception des nouvelles méthodes comptables adoptées au cours de l'exercice pour refléter les changements dans les activités et les modifications apportées aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés et leur publication a été autorisée par le conseil d'administration (le « **conseil** ») le 27 mars 2024.

### Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, comme il est expliqué dans les informations significatives sur les méthodes comptables (**note 3**). Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, à l'exception de l'information sur les flux de trésorerie.

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains (« **\$ US** » ou « **\$** »). Le symbole « **\$ CA** » désigne le dollar canadien et le symbole « **\$ R** » désigne le réal brésilien.

## 3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables ont été appliquées uniformément par la Société aux fins des présents états financiers consolidés.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les soldes bancaires et les parts de fonds liquides encaissables en tout temps sans pénalité.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

---

### 3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Consolidation

Les états financiers de la Société consolident les comptes de BRM et de Ventures Streaming Corp. (« VSC »). La Société détient une participation respective de 99,99 % et de 100 % dans ces entités. Les transactions, les soldes et les profits ou pertes latents intragroupe sont éliminés à la consolidation. BRM et VSC sont des entités sur lesquelles la Société a la capacité d'exercer un contrôle. La Société contrôle une entité lorsque le groupe est exposé ou a droit à des rendements variables, en raison de ses liens avec l'entité, et qu'il est en mesure d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur l'entité. BRM et VSC sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle a été transféré à la Société, et elles seraient déconsolidées à compter de la date où le contrôle cesse. Les méthodes comptables de BRM et de VSC sont conformes aux méthodes adoptées par la Société. L'emplacement géographique du projet, principal actif de BRM, est l'État de Para, au Brésil. VSC est située à la Barbade.

#### Conversion des monnaies étrangères

##### i) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments inclus dans les états financiers de chaque entité consolidée de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en \$ US, qui est différent de la monnaie fonctionnelle de la Société mère, qui est le \$ CA, et de celle de la filiale importante de la Société, BRM, qui est le \$ R. Les états financiers de chaque entité consolidée de la Société sont convertis dans la monnaie de présentation comme suit :

- a) Les actifs et les passifs de chaque état de la situation financière présenté sont convertis au cours de clôture à la date de cet état de la situation financière.
- b) Les produits et les charges des états consolidés du résultat net et du résultat global sont convertis aux taux de change moyens (à moins que cette moyenne ne soit pas une approximation raisonnable de l'effet cumulatif des taux en vigueur, à la date des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date des transactions).
- c) Tous les écarts de change qui en découlent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de conversion cumulés.

##### ii) Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère, y compris les produits et les charges, sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de chaque transaction ou évaluation, lorsque les éléments sont réévalués. Les actifs et les passifs monétaires, libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'établissement, sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les gains et les pertes de change découlant du règlement de ces opérations et de la conversion de fin de période sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Les actifs et passifs non monétaires sont convertis aux taux historiques, à moins que ces actifs et passifs ne soient comptabilisés à la juste valeur, auquel cas ils sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'évaluation de la juste valeur.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

---

### 3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Actifs de prospection et d'évaluation

##### i) Coûts préalables à la prospection

Les coûts préalables à la prospection sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

##### ii) Dépenses de prospection et d'évaluation

Une fois que le droit légal d'explorer un bien a été acquis, les coûts directement liés aux dépenses de prospection et d'évaluation sont comptabilisés et capitalisés, en plus des coûts d'acquisition. Ces dépenses directes comprennent des coûts comme les matériaux utilisés, les frais d'arpentage, les frais de forage, les paiements versés aux entrepreneurs et l'amortissement des immobilisations corporelles au cours de la phase de prospection. Les coûts non directement attribuables aux activités de prospection et d'évaluation, y compris les frais généraux d'administration, sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Les coûts d'acquisition de biens miniers et les dépenses de prospection et d'évaluation sont comptabilisés au coût. Lorsque des actions sont émises dans le cadre des coûts d'acquisition de biens miniers, elles sont évaluées au cours de clôture des actions à la date d'émission. Les paiements liés à un bien acquis en vertu d'une option ou d'un accord de coentreprise, lorsque les paiements sont effectués à la seule discrétion de la Société, sont comptabilisés lors du paiement.

Une fois que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction des ressources minérales ont été établies, le bien est considéré comme une mine en développement et est classé dans les « mines en construction ». Les actifs de prospection et d'évaluation sont soumis à un test de dépréciation avant d'être transférés aux biens en développement.

#### Provisions

##### i) Généralités

Les provisions sont comptabilisées si :

- a) la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé;
- b) il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

La charge liée à toute provision est présentée à l'état consolidé du résultat global, déduction faite de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est important, les provisions sont actualisées au moyen d'un taux avant impôt courant qui reflète, le cas échéant, les risques propres au passif.

### **3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### **Provisions (suite)**

##### ii) Provision pour réhabilitation

Une obligation juridique ou implicite d'engager des frais de remise en état, de réhabilitation et d'environnement peut survenir lorsque des perturbations environnementales sont causées par la prospection, l'évaluation, la mise en valeur ou la production continue d'un bien minier. Les coûts découlant de la mise hors service d'une usine et d'autres travaux de préparation du site, actualisés à leur valeur actualisée nette, sont provisionnés et inscrits à l'actif au début de chaque projet à la valeur comptable de l'actif, dès que l'obligation d'engager de tels coûts survient. Le taux d'actualisation utilisé est fondé sur un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres au passif, excluant les risques pour lesquels les estimations de flux de trésorerie futurs ont déjà été ajustées. Le passif connexe est ajusté à chaque période pour tenir compte de la désactualisation et, au besoin, des variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché, du montant et du calendrier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation. La Société comptabilise également un montant correspondant à l'actif, lequel est amorti sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

#### **Dépréciation des actifs non financiers**

Des tests de dépréciation des actifs non financiers à durée d'utilité indéterminée sont effectués annuellement, soit à chaque période de présentation de l'information financière. Les autres actifs non financiers font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable, et au moins une fois l'an. Lorsque la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente, l'actif est déprécié en conséquence.

Lorsqu'il est impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, le test de dépréciation est effectué sur l'unité génératrice de trésorerie de l'actif, soit le plus petit groupe d'actifs auquel l'actif appartient et pour lequel il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs.

Une perte de valeur est comptabilisée en résultat net, sauf dans la mesure où elle contrebalance des profits comptabilisés antérieurement dans le cumul des autres éléments du résultat global.



### **3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### **Instruments financiers**

Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »).

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il satisfait aux deux conditions suivantes, et qu'il n'est pas désigné comme étant à la JVRN :

- Sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir l'actif financier afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, plutôt que de le vendre en résultat net.
- Ses modalités contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.

Tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans l'état de la situation financière. L'évaluation ultérieure des instruments financiers est fondée sur leur classement. Les actifs et les passifs financiers classés comme JVRN sont évalués à la juste valeur, les variations de ces justes valeurs étant comptabilisées en résultat net pour la période. Les actifs financiers et les passifs financiers classés au coût amorti sont ultérieurement évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers classés comme étant à la JVAERG sont ultérieurement évalués à la juste valeur, les profits ou pertes latents étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lorsque l'instrument financier est vendu, le profit ou la perte cumulé demeure dans le cumul des autres éléments du résultat global et n'est pas reclassé en résultat net.

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les évaluations de la juste valeur des instruments financiers doivent être classées selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. Les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont définis comme suit :

- Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Entrées d'actifs ou de passifs qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

#### **Biens miniers et actifs en construction**

Les coûts incorporés, y compris certains coûts de mise en valeur et de construction, ne sont pas amortis avant que le bien minier connexe ait atteint un degré prédéterminé de capacité d'exploitation prévu par la direction. Ces coûts sont comptabilisés au poste « Immobilisations corporelles et biens miniers ». Les coûts engagés avant ce stade, y compris l'amortissement des immobilisations corporelles connexes, sont inscrits à l'actif, et le produit des ventes pour la période est porté en diminution des coûts incorporés. À l'achèvement de la construction, les biens miniers et les actifs en construction sont amortis selon la méthode des unités de production, qui est fondée sur les réserves minérales prouvées et probables estimatives et les ressources minérales comprises dans le plan actuel de la durée de vie de la mine. Le test de dépréciation est effectué de la même façon que pour les autres actifs non financiers. Au cours de la phase de production d'une mine, les coûts engagés relativement aux ajouts ou aux améliorations de biens miniers ou à la mise en valeur de réserves exploitables sont évalués afin de déterminer s'il est approprié de les inscrire à l'actif.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

---

### 3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Frais de financement différés

Les frais payés pour obtenir un financement sont comptabilisés à titre de coûts de transaction lorsqu'il est probable qu'une partie ou la totalité de la dette, à laquelle les frais sont liés, sera prélevée. Les coûts de transaction sont différés jusqu'à ce que la facilité soit conclue et que des prélèvements soient effectués, auquel moment les frais de financement différés seront portés en diminution du produit de la facilité de crédit. S'il devient probable que la facilité de crédit ne sera pas conclue, les frais de financement différés seront passés en charges.

#### Passif dérivé lié aux bons de souscription

Le passif dérivé lié aux bons de souscription est un passif financier comptabilisé à la juste valeur. À la date d'émission, le passif lié aux bons de souscription a été évalué selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La juste valeur initiale des bons de souscription a également été comptabilisée dans les frais de financement différés.

Le passif lié aux bons de souscription est réévalué à la fin de chaque période, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net et du résultat global. À chaque date de clôture, la juste valeur du passif lié aux bons de souscription est déterminée au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, qui utilise des données d'entrée importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables, d'où le classement au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût moins le cumul des amortissements et le cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition d'un actif, y compris le prix d'achat ou les coûts de développement et de construction. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, uniquement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société, et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif qui a été remplacé est décomptabilisée au moment du remplacement.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire en répartissant le coût des immobilisations, après déduction de la valeur résiduelle, sur la durée d'utilité prévue des immobilisations corporelles, selon les périodes et les principales catégories suivantes :

Mobilier et matériel de bureau	5-10 ans
Véhicules	5-10 ans
Bâtiments, installations et équipements	10 ans
Actifs au titre de droits d'utilisation	Durée d'utilité ou durée du contrat de location, selon le moins élevé des deux

Les valeurs résiduelles, les modes d'amortissement et les durées d'utilité des actifs sont passés en revue annuellement et ajustés au besoin.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif, et ils sont inclus dans les intérêts créditeurs et autres dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

### **3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### **Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat, soit la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net et du résultat global. La charge d'impôt exigible correspond à l'impôt à acquitter prévu sur le bénéfice imposable de l'exercice, en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période, ajustés pour tenir compte des modifications de l'impôt à verser relativement aux exercices antérieurs.

Les actifs et les passifs d'impôt différé et la charge ou le recouvrement d'impôt différé connexe sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales différées attribuables aux écarts entre la valeur comptable des actifs et des passifs existants dans les états financiers, et leur valeur fiscale respective. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont évalués au moyen des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer lorsque l'actif sera réalisé ou le passif réglé. L'incidence d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôt différé est comptabilisée en résultat net dans la période au cours de laquelle la modification est pratiquement en vigueur.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels l'actif pourra être imputé. Dans la mesure où la Société considère qu'il est improbable qu'un actif d'impôt différé soit recouvré, l'actif d'impôt différé est réduit. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, et que la Société a l'intention de régler ses actifs et passifs d'impôt exigibles sur la base du montant net.

#### **Stocks**

Les stocks comprennent actuellement les stocks de minerai et de consommables (matériaux et fournitures). Tous les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le minerai stocké représente le minerai non traité qui a été extrait et qui est disponible pour traitement futur. On mesure le minerai stocké en estimant le nombre de tonnes stocké, le nombre d'onces contenues et le pourcentage de récupération de l'or estimé. La valeur du minerai stocké est fondée sur les coûts engagés (y compris l'amortissement) pour stocker le minerai. Les coûts sont ajoutés au minerai stocké en fonction des coûts d'extraction actuels par tonne et déduits au coût moyen par tonne de minerai.

#### **Passif sur contrat**

Le paiement anticipé reçu aux termes de l'entente d'achat de la production d'or a été comptabilisé à titre de passif sur contrat conformément à IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Selon les termes de l'entente, les obligations de prestation seront satisfaites par la production du projet et les produits des activités ordinaires seront comptabilisés sur la durée des ententes en fonction des prix estimés de l'or en vigueur lors de la comptabilisation initiale. En raison du délai entre le moment de la livraison de l'or aux termes de l'entente d'achat de la production d'or et la réception initiale de l'avance sur la contrepartie reçue, il a été déterminé que l'entente d'achat de la production d'or comporte une composante de financement importante selon IFRS 15. La composante de financement importante est comptabilisée séparément de la composante produits des activités ordinaires, et la charge d'intérêts sur le passif sur contrat est comptabilisée dans les charges financières. Le taux d'intérêt est fonction du taux d'intérêt implicite stipulé dans l'entente d'achat de la production d'or à la date de création. La contrepartie initiale reçue aux termes de l'entente d'achat de la production d'or est considérée comme variable, sous réserve des variations du nombre total d'onces d'or qui seront livrées. Les variations de la contrepartie variable sont reflétées dans l'état du résultat net et du résultat global.

Les coûts marginaux directement attribuables à l'obtention d'un contrat avec un client sont inscrits à l'actif à titre de frais de financement différés. Au début de la production, les frais de financement différés seront passés en charges sur la durée de vie de la mine. Ces coûts peuvent subir une dépréciation si le solde de la contrepartie à recevoir excède les coûts directement liés à l'offre de biens qui n'ont pas été comptabilisés en charges.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

---

### 3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### **Dette à long terme**

La Société comptabilise initialement tous les passifs financiers à la juste valeur. Elle les classe ultérieurement au coût amorti et utilise la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **Coûts d'emprunt**

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible sont incorporés dans le coût de l'actif jusqu'à ce que ce dernier soit quasi achevé et prêt pour son utilisation prévue; ils sont ensuite amortis sur la durée d'utilité attendue de l'actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

#### **Capital-actions**

Les instruments de capitaux propres sont des contrats qui confèrent un intérêt résiduel dans l'actif net de la Société. Les instruments financiers émis par la Société sont classés dans les capitaux propres seulement dans la mesure où ils ne répondent pas à la définition d'un passif financier ou d'un actif financier. Les actions ordinaires, les options d'achat d'actions et les bons de souscription d'actions de la Société (autres que le passif dérivé lié aux bons de souscription) sont classés comme des instruments de capitaux propres.

Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en déduction du produit, après impôt.

La Société a adopté la méthode résiduelle pour l'évaluation des actions et des bons de souscription classés dans les capitaux propres, émis à titre d'unités de placement privé. Selon cette méthode, le produit est d'abord attribué au capital-actions en fonction de la juste valeur des actions ordinaires au moment où les unités sont évaluées, et toute valeur résiduelle est attribuée à la réserve au titre des bons de souscription.

La juste valeur des actions ordinaires est fondée sur le cours acheteur de clôture à la date de l'annonce.

#### **Bénéfice (perte) par action**

La Société présente le bénéfice (la perte) de base par action pour ses actions ordinaires, calculé en divisant le bénéfice (la perte) attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. La Société utilise la méthode du rachat d'actions pour calculer le bénéfice (la perte) dilué par action. Selon cette méthode, l'effet dilutif sur le bénéfice par action est calculé sur l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice d'options, de bons de souscription et d'instruments semblables. Il suppose que le produit de cet exercice serait utilisé pour acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pendant la période. Toutefois, le calcul de la perte diluée par action exclut l'incidence de diverses conversions et de l'exercice d'options et de bons de souscription qui auraient un effet antidilutif.

### **3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### **Paiements fondés sur des actions**

##### *Options d'achat d'actions*

La Société octroie des options d'achat d'actions ordinaires de la Société à ses administrateurs, dirigeants, salariés et consultants. La juste valeur des paiements fondés sur des actions aux salariés est évaluée à la date d'attribution, au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, et est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits des salariés selon la méthode de l'acquisition graduelle des droits. La juste valeur des paiements fondés sur des actions pour les non-salariés est comptabilisée et évaluée à la date à laquelle les biens ou les services sont reçus en fonction de la juste valeur des biens ou des services reçus. S'il est établi que la juste valeur des biens et services reçus ne peut être évaluée de façon fiable, le paiement fondé sur des actions est évalué à la juste valeur des instruments de capitaux propres, émis au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes.

Pour les salariés et les non-salariés, la juste valeur des paiements fondés sur des actions est comptabilisée en charges ou en participations dans des biens miniers, avec une augmentation correspondante de la réserve au titre des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre d'options d'achat d'actions dont l'acquisition est attendue. La contrepartie reçue à l'exercice d'options d'achat d'actions est comptabilisée dans le capital-actions, et le paiement fondé sur des actions connexe dans la réserve au titre des paiements fondés sur des actions est transféré au capital-actions. Lorsque les modalités des options sont modifiées avant qu'elles ne soient acquises, l'augmentation de la juste valeur des options, évaluée immédiatement avant et après la modification, est également imputée au résultat net sur la période d'acquisition restante.

##### *Unités d'actions différées et unités d'actions de négociation restreinte*

Les unités d'actions différées (« UAD ») et les unités d'actions de négociation restreinte (« UAR ») sont évaluées à la juste valeur en fonction de leur valeur intrinsèque à la date d'attribution. La charge au titre des UAD et des UAR devant être échangées contre des actions est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits ou selon la meilleure estimation de la direction lorsque des dispositions contractuelles limitent l'acquisition des droits jusqu'à la réalisation de certaines conditions liées au rendement, un montant égal étant inscrit à titre de charge. Les UAD et les UAR devant être échangées contre trésorerie (le cas échéant) sont ajustées à chaque date de clôture pour tenir compte des variations de la juste valeur jusqu'à la date de règlement de l'unité.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

---

### 3 INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Modifications des normes comptables

##### i) Modifications d'IAS 12 *Impôts sur le résultat*

Le 23 mai 2023, l'IASB a apporté des modifications à IAS 12. Ces modifications instaurent une exception temporaire obligatoire à l'application des dispositions concernant la comptabilisation des impôts différés découlant de la mise en œuvre du modèle de règles du Pilier 2, ainsi que des obligations d'information y afférentes.

Ces modifications n'ont pas eu d'incidence à court terme sur les états financiers consolidés de la Société, car elle ne répondait pas aux critères d'admissibilité du modèle de règles du Pilier 2.

##### ii) Modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers* en ce qui a trait aux informations à fournir sur les méthodes comptables

L'IASB a apporté des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers* en ce qui a trait aux informations à fournir sur les méthodes comptables. Les modifications, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, exigent de l'entité qu'elle fournisse des informations significatives sur ses méthodes comptables plutôt que des informations sur ses principales méthodes comptables. La direction a revu les méthodes comptables présentées antérieurement et a ajusté en conséquence les informations qu'elle fournit afin de refléter uniquement les méthodes comptables essentielles pour permettre aux utilisateurs des états financiers de comprendre les autres informations significatives.

##### iii) Modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers*

En janvier 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants* (modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers*). Les modifications visent à clarifier comment une entité classe ses instruments d'emprunt et autres passifs financiers dont les dates de règlement sont incertaines en tant que passifs courants ou non courants dans certaines circonstances.

Le 31 octobre 2022, l'IASB a publié des modifications à *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants* (modifications d'IAS 1). Les modifications visent à améliorer les informations qu'une entité fournit lorsque son droit de différer le règlement d'un passif d'au moins 12 mois est assujéti au respect par cette dernière des clauses restrictives après la date de clôture.

Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, et l'application anticipée est permise. La Société déterminera si l'application de ces modifications pourrait avoir une incidence sur ses états financiers consolidés à la date de leur entrée en vigueur.

### 4 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

La Société fait des estimations et pose des hypothèses à l'égard de l'avenir qui ont une incidence sur les montants présentés de l'actif et du passif. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués d'après l'expérience passée et d'autres facteurs, y compris les attentes à l'égard d'événements futurs qui sont considérées comme raisonnables dans les circonstances. À l'avenir, les résultats réels pourraient différer de ces estimations et hypothèses.

L'incidence d'un changement d'estimation comptable est comptabilisée prospectivement.

## 4 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (suite)

### **Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables**

L'information sur les jugements critiques, posés lors de l'application des méthodes comptables qui présentent le risque le plus important d'entraîner un ajustement important de la valeur comptable des actifs et des passifs comptabilisés dans les états financiers au cours de l'exercice considéré et du prochain exercice, est présentée ci-après.

#### i) Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs pourrait ne pas être recouvrable. Cette détermination exige beaucoup de jugement. Les facteurs qui pourraient donner lieu à un test de dépréciation des actifs non financiers comprennent, sans s'y limiter, des tendances sectorielles ou économiques négatives importantes, y compris le prix de l'or, la diminution de la capitalisation boursière ou le report des dépenses d'investissement.

L'évaluation de la valeur recouvrable par la Société en ce qui concerne la valeur comptable des actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et peut différer de manière significative de la valeur recouvrable réelle. La valeur recouvrable est basée, en partie, sur certains facteurs qui peuvent être partiellement ou totalement hors du contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison de la valeur recouvrable estimée des actifs non financiers à leur valeur comptable.

Un test de dépréciation a été effectué au 30 septembre 2022 au moment de la transition des actifs de prospection et d'évaluation aux immobilisations corporelles et biens miniers, et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée selon l'approche par le marché. La direction a dû faire preuve de discernement pour évaluer la faisabilité technique et la viabilité commerciale du projet.

Au 31 décembre 2023, la direction a déterminé qu'aucun facteur ne justifiait l'exécution d'un test de dépréciation et, par conséquent, n'a pas soumis ses immobilisations corporelles et ses biens miniers à un tel test.

#### ii) Impôt sur le résultat

L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat requiert beaucoup de jugement. La Société est soumise à l'impôt sur le résultat dans divers pays. La détermination de la charge d'impôt sur le résultat requiert beaucoup de jugement en raison de la complexité des lois, y compris celles du Brésil. Il existe de nombreuses transactions et calculs pour lesquels la détermination finale de l'impôt est incertaine dans le cours normal des activités. La Société comptabilise les passifs et les éventualités pour les problèmes de vérification fiscale anticipés, en fonction de sa compréhension actuelle des lois fiscales. En ce qui concerne les questions pour lesquelles il est probable qu'un ajustement sera apporté, la Société comptabilise sa meilleure estimation du passif d'impôt, y compris les intérêts et les pénalités connexes, dans la charge d'impôt exigible.

## 4 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (suite)

### Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables (suite)

#### iii) Estimation des réserves de minerai et des ressources minérales

Les réserves de minerai sont des estimations de la quantité de minerai qui peut être extraite économiquement et légalement de la zone ciblée. Les estimations des réserves de minerai et des ressources minérales sont fondées sur des renseignements compilés par des personnes qualifiées appropriées relativement aux données géologiques et techniques sur la taille, la profondeur, la forme et la teneur du corps minéralisé et aux techniques de production et aux taux de récupération appropriés. Une telle analyse nécessite des jugements géologiques complexes pour l'interprétation des données. L'estimation des réserves récupérables est fondée sur des facteurs tels que les estimations des taux de change, des prix des marchandises, des besoins futurs en capitaux et des coûts de production, ainsi que sur des hypothèses et des jugements géologiques formulés pour estimer la taille et la teneur du corps minéralisé.

Les estimations et les rapports sur les réserves de minerai sont établis conformément aux principes énoncés dans le Règlement 43-101 sur les normes de divulgation pour les projets miniers (le « Règlement 43-101 ») au Canada. Le Règlement 43-101 exige l'utilisation d'hypothèses raisonnables en matière d'investissement, notamment :

- a) les estimations de la production future, qui comprennent les réserves prouvées et probables, les estimations des ressources et les agrandissements prévus;
- b) les prix futurs attendus des matières premières, selon les prix actuels du marché et les prix à terme et selon l'évaluation par la Société du prix moyen à long terme;
- c) les coûts de production décaissés, les dépenses d'investissement et les obligations de réhabilitation futurs.

Par conséquent, la direction se fera une idée des prix de vente prévus, en fonction des tendances historiques des prix moyens à court et à long terme. Par exemple, si les prix actuels demeurent inférieurs aux moyennes historiques à long terme pendant une période prolongée, la direction peut supposer que des prix plus bas prévaudront dans l'avenir et, par conséquent, ces prix plus bas sont utilisés pour estimer les réserves en vertu du Règlement 43-101. Des hypothèses de prix moins élevés entraînent généralement des estimations de réserves moins élevées.

### Principales sources d'incertitude relatives aux estimations

#### *Provision pour réhabilitation*

Les coûts de remise en état futurs sont comptabilisés à la fin de chaque période selon la meilleure estimation de la direction des coûts décaissés non actualisés nécessaires aux activités de remise en état futures. Les changements d'estimations sont reflétés dans la période au cours de laquelle une estimation est révisée. La comptabilisation des obligations de remise en état des lieux exige que la direction fasse des estimations des coûts futurs qui devront être engagés pour achever les travaux de remise en état des lieux nécessaires pour se conformer aux lois, aux règlements et aux obligations implicites en vigueur. Les estimations des coûts futurs de remise en état dépendent des coûts de main-d'œuvre, des incidences environnementales connues, de l'efficacité des mesures de remise en état et de restauration, des taux d'inflation et des taux d'intérêt avant impôts qui reflètent une évaluation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et du risque propre à l'obligation. La Société estime également le moment où les dépenses seront engagées, lequel est susceptible de changer en fonction de la poursuite de l'exploitation, des modifications apportées au plan de mine et des réserves minérales nouvellement découvertes.



## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 4 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (suite)

#### Principales sources d'incertitude relatives aux estimations (suite)

##### *Provision pour réhabilitation (suite)*

Les coûts réels engagés peuvent différer de ces montants estimés. En outre, les modifications futures des lois et réglementations environnementales et l'intention de la Société pourraient accroître l'ampleur des travaux de remise en état et d'assainissement à réaliser par la Société. L'augmentation des coûts futurs pourrait avoir une incidence importante sur les montants imputés aux activités d'exploitation au titre de la remise en état des lieux.

La Société évalue la provision pour réhabilitation à chaque date de clôture pour tenir compte des changements dans le montant estimé de l'obligation, de l'échéancier des flux de trésorerie futurs et des changements dans le taux d'actualisation.

##### *Comptabilisation d'ententes d'achat de production*

Pour établir le prix de transaction aux termes de l'entente d'achat de la production d'or, la direction a déterminé que l'entente comportait une composante de financement importante. Afin de déterminer le taux d'intérêt implicite du contrat, il est nécessaire de recourir à des estimations basées sur l'information raisonnablement accessible pour les parties au moment de la conclusion de l'entente en lien avec la quantité et le prix de vente au comptant des biens promis devant être livrés aux termes de l'entente d'achat de la production d'or. Ces estimations sont sujettes à variation et peuvent avoir une incidence sur le calendrier et le montant des produits des activités ordinaires comptabilisés.

La direction a exercé son jugement dans l'application d'IFRS 15, car le traitement de l'avance sur le passif sur contrat est un jugement clé fondé sur la livraison prévue de la production future de la Société.

### 5 STOCKS

Le résumé des stocks de la Société est présenté ci-dessous :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Minerai stocké	654 667	-
Matériaux et fournitures	7 179 123	-
Change	132 901	-
	<b>7 966 691</b>	-

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 6 ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

Le résumé des dépenses de prospection et d'évaluation de la Société est présenté ci-dessous :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Analyses, levés et services techniques	3 680 653	-
Frais généraux et dépenses connexes	549 297	-
Matériaux et fournitures	150 937	-
Équipement	47 532	-
Autres	11 206	-
Change	97 225	-
	<b>4 536 850</b>	-

Tous les travaux de prospection et d'évaluation concernent le programme de prospection dans la région de Tapajos, qui consiste en des dépenses engagées sur les permis de prospection de la Société en dehors de l'empreinte du projet.

Les actifs de prospection et d'évaluation sont les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires à la recherche de minerai, comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Ces dépenses comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités connexes.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

Au 31 décembre 2023

(en dollars américains)

### 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET BIENS MINIERES

Période close le 31 décembre 2022

Coût	Biens miniers \$	Actifs en construction \$	Mobilier et matériel de bureau \$	Véhicules \$	Bâtiments, installations et immobilisations corporelles \$	Actifs au titre de droits d'utilisation \$	Total \$
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	-	-	89 988	122 666	1 091 523	67 414	1 371 591
Entrées	4 599 588	67 198 808	173 573	627 807	-	-	72 599 776
Rachat de redevances	3 500 000	-	-	-	-	-	3 500 000
Cessions	-	-	-	(45 789)	-	-	(45 789)
Transfert	986 248	(18 143 195)	171 430	16 117 717	761 312	(1 054)	(107 542)
Transfert depuis les actifs de prospection et d'évaluation	63 459 191	10 039 814	-	-	-	-	73 499 005
Écart de conversion	782 807	478 756	(7 686)	273 712	37 575	2 414	1 567 578
Solde au 31 décembre 2022	73 327 834	59 574 183	427 305	17 096 113	1 890 410	68 774	152 384 619
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	-	-	(43 843)	(17 732)	(5 613)	(8 242)	(75 430)
Entrées	-	-	(70 415)	(238 374)	(91 663)	(42 143)	(442 595)
Cessions	-	-	-	40 163	-	-	40 163
Transfert	-	-	-	-	107 542	-	107 542
Écart de conversion	-	-	(10 386)	(22 992)	(21 160)	(5 841)	(60 379)
Solde au 31 décembre 2022	-	-	(124 644)	(238 935)	(10 894)	(56 226)	(430 699)
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2022</b>							
	<b>73 327 834</b>	<b>59 574 183</b>	<b>302 661</b>	<b>16 857 178</b>	<b>1 879 516</b>	<b>12 548</b>	<b>151 953 920</b>

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

Au 31 décembre 2023

(en dollars américains)

### 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET BIENS MINIERES (suite)

Période close le 31 décembre 2023							
Coût	Biens miniers \$	Actifs en construction \$	Mobilier et matériel de bureau \$	Véhicules \$	Bâtiments, installations et immobilisations corporelles \$	Actifs au titre de droits d'utilisation \$	Total \$
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	73 327 834	59 574 183	427 305	17 096 113	1 890 410	68 774	152 384 619
Entrées	28 925 913	306 451 074	134 946	183 118	-	327 880	336 022 931
Cessions	-	-	-	(24 504)	-	-	(24 504)
Transfert	-	(69 922 201)	-	34 769 016	35 153 185	-	-
Écart de conversion	4 394 972	12 179 465	49 728	2 344 506	1 575 140	17 872	20 561 683
Solde au 31 décembre 2023	106 648 719	308 282 521	611 979	54 368 249	38 618 735	414 526	508 944 729
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	-	-	(124 644)	(238 935)	(10 894)	(56 226)	(430 699)
Entrées	-	-	(142 564)	(3 245 629)	(1 346 684)	(45 591)	(4 780 468)
Cessions	-	-	-	10 210	-	-	10 210
Transfert	-	-	-	-	-	-	-
Écart de conversion	-	-	(2 872)	(54 340)	(23 198)	(763)	(81 173)
Solde au 31 décembre 2023	-	-	(270 080)	(3 528 694)	(1 380 776)	(102 580)	(5 282 130)
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2023</b>							
	106 648 719	308 282 521	341 899	50 839 555	37 237 959	311 946	503 662 599

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)

---

### 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET BIENS MINIERS (suite)

Au 31 décembre 2023, la Société avait payé d'avance un montant de 10 402 200 \$ (14 911 772 \$ au 31 décembre 2022) pour l'achat d'immobilisations corporelles (les « **immobilisations corporelles** ») liées au projet. Le montant sera transféré dans les immobilisations corporelles et biens miniers une fois que les actifs auront été entièrement reçus.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a inscrit à l'actif des coûts d'emprunt de 7 003 898 \$ (néant au 31 décembre 2022) dans les actifs en construction du projet.

Le total de l'amortissement comptabilisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est établi à 4 780 468 \$ (442 595 \$ au 31 décembre 2022), dont une tranche de 90 488 \$ a été passée en charges dans les états consolidés du résultat net et du résultat global au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (74 438 \$ au 31 décembre 2022). Les charges d'amortissement restantes ont été inscrites à l'actif dans les biens miniers.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, la direction a déterminé que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du projet étaient établies. La Société a donc reclassé les coûts inscrits à l'actif liés au projet depuis les actifs de prospection et d'évaluation vers les biens miniers et actifs en construction, dans les immobilisations corporelles et biens miniers. Les montants inscrits à l'actif liés au projet seront comptabilisés au coût jusqu'à ce que le projet ait atteint le stade de la production commerciale, qu'il soit vendu ou abandonné, ou que la direction ait identifié une dépréciation.

Les actifs de prospection et d'évaluation connexes ont été soumis à un test de dépréciation immédiatement avant leur reclassement hors des actifs de prospection et d'évaluation. Pour évaluer la dépréciation éventuelle du projet, la direction a utilisé la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La juste valeur a été établie à partir de la capitalisation boursière de la Société au cours de la période visée par le test de dépréciation, et la direction a conclu que la juste valeur diminuée des coûts de la vente était supérieure à la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été constatée avant le reclassement dans les immobilisations corporelles et biens miniers.

### 8 PASSIF SUR CONTRAT – ENTENTE D'ACHAT DE LA PRODUCTION D'OR

Le 18 juillet 2022, la Société a conclu l'entente d'achat de la production d'or avec Franco-Nevada (Barbados) Corporation, filiale en propriété exclusive de FNV, qui prévoit des paiements initiaux de 250 M\$ représentant un paiement anticipé d'une partie du prix d'achat payable pour l'or produit par le projet (le « **dépôt** »). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, le dépôt a été entièrement reçu sous forme de versements d'avances.

Selon les modalités de l'entente d'achat de la production d'or, FNV recevra 12,5 % de l'or produit par le projet jusqu'à ce que 300 000 onces d'or raffiné aient été livrées, après quoi la quantité prévue dans l'entente d'achat de la production d'or sera réduite à 7,5 % de l'or produit. FNV achètera chaque once d'or à un prix correspondant à 20 % du cours de l'or au moment de la livraison. La livraison des onces d'or en vertu de l'entente d'achat de la production d'or se fera par la livraison de crédits pour l'or au compte de métaux de FNV.

Chaque tranche du dépôt est comptabilisée à titre de passif sur contrat en vertu d'IFRS 15. L'entente d'achat de la production d'or est comptabilisée à titre de produit différé, car la Société a exercé son jugement pour conclure que l'entente est visée par l'exemption pour « utilisation par l'entité » d'IFRS 9 *Instruments financiers*, étant donné qu'elle a l'intention de régler les obligations en livrant la production de son projet une fois qu'il sera mis en service.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 8 PASSIF SUR CONTRAT – ENTENTE D’ACHAT DE LA PRODUCTION D’OR (suite)

Conformément à IFRS 15, la Société a comptabilisé une composante financement importante étant donné la nature à long terme du paiement initial et le délai entre la réception du dépôt et la date à laquelle les obligations de prestation connexes seront remplies. La Société a estimé le taux d’intérêt implicite pour l’entente d’achat de la production d’or à 4 %.

Au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a inscrit à l’actif des coûts d’emprunt de 5 331 811 \$ (néant en 2022) dans les actifs en construction du projet.

La variation du passif sur contrat se présente comme suit :

	<b>Passif sur contrat</b>
	<b>\$</b>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	-
Dépôt dans le cadre de l’entente d’achat de la production d’or	250 000 000
Charge de désactualisation de la composante de financement	5 331 811
<b>Solde au 31 décembre 2023</b>	<b>255 331 811</b>
Moins : Partie courante	14 549 056
<b>Passif non courant sur contrat</b>	<b>240 782 755</b>

### 9 PROVISION POUR RÉHABILITATION

La provision pour remise en état de la Société concerne la réhabilitation du projet. La provision pour réhabilitation a été calculée en fonction du total des coûts de réhabilitation estimatifs, qui sont établis en fonction du niveau d’activité futur prévu et des coûts liés à la mise hors service du projet et à la remise en état du bien. Au 31 décembre 2023, la provision est calculée à la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs au moyen d’un taux d’actualisation de 11,7 % (12,6 % au 31 décembre 2022), d’un taux d’inflation de 5,9 % (6,1 % au 31 décembre 2022) et d’un calendrier d’environ 11 ans à compter de la date de clôture, en fonction de la durée de vie de la mine, qui comprend la période de construction. Le passif estimatif au titre des coûts de remise en état des lieux, non actualisé et ajusté en fonction de l’inflation, est d’environ 6,8 M\$ (3,7 M\$ au 31 décembre 2022). La totalité de la provision est classée et présentée à titre de passif non courant.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 9 PROVISION POUR RÉHABILITATION (suite)

Le tableau suivant présente l'évolution de la provision pour réhabilitation :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
<b>Solde d'ouverture</b>	<b>967 692</b>	-
Obligation initiale	-	958 200
Entrées et variation des estimations	2 768 979	-
Charge de désactualisation	260 530	9 561
Change	116 221	(69)
<b>Solde de clôture</b>	<b>4 113 422</b>	<b>967 692</b>

### 10 PASSIF DÉRIVÉ LIÉ AUX BONS DE SOUSCRIPTION ET FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS

Le 22 juillet 2022, aux termes de l'emprunt à terme garanti de premier rang, la Société a émis 11,5 millions de bons de souscription d'actions ordinaires (les « **bons de souscription** »). Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire de la Société au prix d'exercice de 1,90 \$ CA l'action ordinaire, jusqu'au 21 juillet 2027. Les bons de souscription sont assujettis à une clause d'accélération du terme selon laquelle si le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX est de 3,00 \$ CA ou plus pendant une période de dix (10) jours de bourse consécutifs, la Société a le droit d'accélérer la date d'échéance des bons de souscription à 30 jours à compter de la date de remise, par la Société, d'un avis au porteur annonçant que la période d'exercice a été accélérée. Les bons de souscription sont assortis d'un mécanisme d'exercice sans décaissement qui permet au porteur d'éviter que sa participation ne dépasse 9,9 % des actions ordinaires de la Société en circulation au moment de l'exercice.

Conformément à IAS 32, lorsqu'un contrat visant l'émission d'un nombre variable d'actions ne satisfait pas à la définition de capitaux propres, il doit être classé comme un passif dérivé et évalué à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans les états consolidés du résultat net et du résultat global à la fin de chaque période. Le passif dérivé sera ultérieurement converti en capitaux propres (actions ordinaires) de la Société lorsque les bons de souscription seront exercés ou éteints à l'expiration des bons de souscription en cours, et n'entraînera pas de sortie de fonds par la Société.

Immédiatement avant l'exercice, les bons de souscription seront réévalués à leur juste valeur estimative. La valeur des bons de souscription lors de la comptabilisation initiale a été comptabilisée dans les coûts de transaction différés décrits ci-dessus.

Au 31 décembre 2023, par suite des financements décrits dans la note 1, la Société avait un solde de frais de financement différés de 3 359 364 \$ (3 664 722 \$ au 31 décembre 2022), comptabilisé à titre de frais de financement différés. Ces coûts, dont une tranche de 210 217 \$ a été payée en trésorerie (1 090 412 \$ au 31 décembre 2022), sont directement attribuables aux opérations liées à la dette, qui auraient été autrement évitées, et seront portés en diminution du produit au prorata lorsque la Société prélèvera les fonds.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 10 PASSIF DÉRIVÉ LIÉ AUX BONS DE SOUSCRIPTION ET FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS (suite)

Le résumé du passif dérivé lié aux bons de souscription de la Société est présenté ci-dessous :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
<b>Solde d'ouverture</b>	<b>1 745 697</b>	-
Comptabilisation initiale	-	2 525 450
Variation de la juste valeur	2 402 617	(648 685)
Change	86 646	(131 068)
<b>Solde de clôture</b>	<b>4 234 960</b>	<b>1 745 697</b>

Le tableau qui suit présente un historique des variations du solde de la dette à long terme de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
Nombre de bons de souscription	11 500 000	11 500 000
Durée de vie prévue (années)	3,6	4,6
Taux d'intérêt sans risque	3,56 %	3,41 %
Volatilité prévue	55 %	64 %
Cours de l'action à la date d'évaluation	1,41 \$ CA	0,69 \$ CA
Prix d'exercice	1,90 \$ CA	1,90 \$ CA
Juste valeur moyenne par bon de souscription	0,37 \$	0,15 \$



## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 11 DETTE À LONG TERME

	Au 31 décembre 2023
	\$
Financement pour l'équipement – CAT	29 889 040
Financement pour l'équipement – Sandvik	2 454 291
	<b>32 343 331</b>
Moins : Partie courante de la dette à long terme	7 515 178
Partie non courante de la dette à long terme	24 828 153

Le tableau qui suit présente un historique des variations du solde de la dette à long terme de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

	Financement pour l'équipement
	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	-
Prélèvements sur le financement pour l'équipement	35 190 802
Remboursements	(3 919 546)
Coûts de transaction amortis	(600 000)
Désactualisation	1 672 075
<b>Solde au 31 décembre 2023</b>	<b>32 343 331</b>

Les coûts de transaction sont amortis sur la durée de l'entente et portés en diminution du produit tiré du financement pour l'équipement au fur et à mesure que des prélèvements sont effectués. La moyenne pondérée du taux d'intérêt effectif de la dette à long terme est de 11,23 %.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a inscrit à l'actif des coûts d'emprunt de 1 672 075 \$ (néant au 31 décembre 2022) dans les actifs en construction du projet.

#### *Financement pour l'équipement – CAT*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a conclu une entente de financement pour l'équipement avec CAT. La Société disposait d'un capital total de 40 000 000 \$ pour financer la flotte minière du projet. Des frais initiaux de 600 000 \$, soit 1,5 % du montant maximal, ont été comptabilisés à titre de frais de financement différés au cours de l'exercice précédent et amortis proportionnellement en réduction du prélèvement du produit net de 32 510 431 \$ effectué par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Une commission d'attente de 1 % par an a été appliquée aux montants non prélevés.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 11 DETTE À LONG TERME (suite)

Chaque financement pour l'équipement est remboursable en 19 versements trimestriels égaux et 20 % du montant lié à l'équipement financé a été payé d'avance. Le taux d'intérêt est un taux annuel égal au taux du financement à un jour garanti, majoré d'une marge de 4,75 %.

*Financement pour l'équipement – Sandvik Financial Services LLC (« Sandvik »)*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a conclu une entente de financement pour l'équipement avec Sandvik. Le montant en capital total est de 2 978 190 \$ sur un montant disponible de 5 000 000 \$. Puisque 10 % du montant lié à l'équipement financé a été réglé au moment du prélèvement, un montant de 2 680 372 \$ a été prélevé par la Société pour financer l'équipement minier du projet. Des frais de montage correspondant à 0,75 % du capital ont été facturés.

Chaque financement pour l'équipement est remboursable en 20 versements trimestriels égaux. Le taux d'intérêt est un taux fixe de 7,39 %.

### 12 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants et non-dirigeants) et l'équipe de la haute direction. La rémunération versée ou à verser aux principaux dirigeants, en contrepartie de leurs services, est incluse dans les montants présentés aux états consolidés du résultat net et du résultat global, et se présente comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Salaires, primes et avantages	2 447 367	1 582 748
Rémunération des administrateurs	272 615	178 666
Rémunération fondée sur des actions	1 700 226	1 297 007
	4 420 208	3 058 421

Les principaux dirigeants sont soumis à des contrats d'emploi qui prévoient des versements en cas de cessation d'emploi sans motif sérieux ou à la suite d'un changement de contrôle prévoyant le versement d'une fois ou, selon le cas, de deux fois le salaire de base et les primes, et certaines clauses d'acquisition anticipée des droits sur les attributions octroyées aux termes du régime, comme il est indiqué à la note 13.

En 2021, la Société a conclu une entente-cadre de services et de coopération (« **ECSC** ») avec G Services Miniers Inc. (« **GMS** »), une partie liée avec un dirigeant commun (qui est également administrateur) et un administrateur commun, afin de formaliser la relation d'affaires en vertu de laquelle la Société aura accès à une vaste gamme de services à fournir par GMS au besoin et dans des conditions de pleine concurrence.

L'ECSC vise à aider la Société à évaluer, développer, construire, mettre en service et éventuellement exploiter un ou plusieurs projets miniers qu'elle envisage d'acquérir. L'ECSC prévoit également une gouvernance appropriée en ce qui concerne les transactions entre parties liées.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)

---

### 12 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)

Le conseil a également adopté, le 26 janvier 2021, des lignes directrices officielles concernant la relation d'affaires et le processus d'approbation de l'ECSC entre GMS et la Société. Ces lignes directrices confirment que le conseil a mandaté le comité d'audit et des risques pour superviser les questions relatives à la performance de l'ECSC par la Société et la relation d'affaires de la Société avec GMS afin de traiter de manière appropriée tout conflit d'intérêts réel ou perçu, ou potentiel, les conflits d'intérêts et les risques pouvant découler d'une telle relation, en vue de s'assurer que i) la Société adhère à tous égards à des pratiques de gouvernance appropriées en ce qui concerne l'ECSC, et que ii) la Société se conforme en tout temps aux lois applicables, y compris les lois sur les valeurs mobilières applicables et les règles et les politiques de la TSX.

Dans le cadre de l'ECSC, la Société a signé un contrat de services de base avec GMS (principalement du soutien aux activités de vérification diligente, des travaux de prospection et diverses évaluations et revues techniques). Aux termes du contrat de service de base, pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, des frais de consultation nets de 1 638 190 \$ ont été facturés par GMS (437 089 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022) relativement à la diligence raisonnable, aux services techniques, au soutien administratif et aux frais de bureau.

De plus, également dans le cadre de l'ECSC, la Société a signé un contrat de services d'ingénierie et de développement pour le projet (le « **contrat TZ** »). La clôture du contrat a eu lieu en janvier 2022 et des frais de 423 464 \$ ont été engagés en lien avec celui-ci au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Enfin, toujours dans le cadre de l'ECSC, le 27 janvier 2022, la Société a conclu un contrat de gestion de services d'ingénierie détaillée et de construction avec GMS à l'égard du projet (le « **contrat TZ-2** »). Dans le cadre du contrat TZ-2, pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, des honoraires de consultation de 8 853 883 \$ ont été facturés par GMS (7 132 551 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022) concernant l'ingénierie détaillée, la gestion de la construction et le soutien à celle-ci.

Le montant net des soldes à verser à GMS au 31 décembre 2023 était de 237 355 \$ (1 953 321 \$ au 31 décembre 2022).

### 13 CAPITAL-ACTIONS

#### **Autorisé**

Nombre illimité d'actions ordinaires à droit de vote sans valeur nominale.

#### **Émis et en circulation**

*Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023*

La Société a émis 38 544 actions ordinaires dans le cadre de l'exercice d'options d'achat d'actions dont le prix d'exercice était de 0,52 \$ (0,71 \$ CA).

*Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022*

La Société a reçu un montant de 14 204 457 \$ en trésorerie à l'exercice de 22 639 381 bons de souscription d'actions ordinaires, dont le prix d'exercice était de 0,63 \$ (0,80 \$ CA).

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 13 CAPITAL-ACTIONS (suite)

Le 22 juillet 2022, la Société a émis 160 062 500 actions ordinaires au prix de 0,62 \$ (0,80 \$ CA) chacune, pour un produit brut de 99 302 055 \$, à la suite de la première tranche de son financement par placement privé sans intermédiaire.

Le 9 septembre 2022, la Société a émis 29 004 265 actions ordinaires au prix de 0,61 \$ (0,80 \$ CA) chacune, pour un produit brut de 17 626 415 \$, à la suite de la deuxième tranche de son financement par placement privé sans intermédiaire.

La Société a engagé des frais d'émission d'actions de 2 626 530 \$ relativement aux deux tranches mentionnées ci-dessus.

#### Bons de souscription

Les transactions de bons de souscription et le nombre de bons de souscription en circulation se résument comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre			
	2023		2022	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	48 969 770	1,90 \$ CA	80 044 770	1,31 \$ CA
Émis <sup>1)</sup>	-	-	11 500 000	1,90 \$ CA
Exercés	-	-	(22 639 381)	0,80 \$ CA
Échus	-	-	(19 935 619)	0,80 \$ CA
En circulation au 31 décembre	48 969 770	1,90 \$ CA	48 969 770	1,90 \$ CA

<sup>1)</sup> Se reporter à la **note 10** pour de l'information supplémentaire sur les 11,5 millions de bons de souscription émis en 2022.

Les bons de souscription suivants sont en circulation et exerçables :

Date d'échéance	Durée de vie contractuelle restante moyenne pondérée en années	Prix d'exercice	Nombre en circulation et exerçables
15 septembre 2024	0,71	1,90 \$ CA	37 469 770
22 juillet 2027	3,56	1,90 \$ CA	11 500 000 <sup>1)</sup>
	1,38		48 969 770

<sup>1)</sup> Se reporter à la **note 10** pour de l'information supplémentaire sur les 11,5 millions de bons de souscription émis en 2022.

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 13 CAPITAL-ACTIONS (suite)

#### Rémunération fondée sur des actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions appelé régime incitatif général fondé sur des titres de capitaux propres (le « régime ») pour octroyer des options d'achat d'actions incitatives (les « options »), des UAR, des unités d'actions liées à la performance, des UAD et des droits à la plus-value d'actions aux administrateurs, dirigeants, salariés et consultants de la Société et à ceux de ses filiales. Le régime est un régime à plafond variable de 10 % au titre duquel le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises dans le cadre de l'exercice d'attributions octroyées aux termes du régime ou de tout autre régime de rémunération à base de titres de la Société ne peut excéder 7,5 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société à la date de toute attribution.

#### i) Options

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, conformément au régime, le conseil a octroyé aux dirigeants et aux salariés de la Société un total de 3 355 919 options d'achat d'actions de la Société (les « options »). Chaque option confère à son porteur le droit d'acheter une action ordinaire, pour une période subséquente de cinq (5) ans, à un prix d'exercice moyen pondéré pour chaque option de 0,82 \$ CA par action.

Les opérations sur options et le nombre d'options en cours se résument comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre			
	2023		2022	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au 1 <sup>er</sup> janvier	8 822 888	1,14 \$ CA	4 755 766	1,44 \$ CA
Émises	3 355 919	0,82 \$ CA	4 159 448	0,81 \$ CA
Exercées	(38 544)	0,71 \$ CA	-	-
Annulées par renonciation	(254 772)	0,94 \$ CA	-	-
Expirées	-	-	(92 326)	1,02 \$ CA
En cours au 31 décembre	11 885 491	1,06 \$ CA	8 822 888	1,14 \$ CA

Les options suivantes étaient en cours et exerçables au 31 décembre 2023 :

Prix d'exercice (\$ CA)	Nombre		Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée en nombre d'années
	En cours	Exerçables	
0,66 à 0,81	3 916 031	407 958	3,99
0,82 à 0,97	3 802 920	1 882 595	2,93
0,98 à 1,25	2 166 540	1 708 007	2,09
2,04	2 000 000	-	7,33
En cours au 31 décembre	11 885 491	3 998 560	3,87

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

### 13 CAPITAL-ACTIONS (suite)

#### Rémunération fondée sur des actions (suite)

##### i) Options (suite)

La Société utilise la méthode de la juste valeur au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black et Scholes pour comptabiliser les options attribuées.

La juste valeur de chaque option attribuée a été calculée en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
Nombre d'options	3 355 919	4 159 448
Durée de vie prévue (années)	3	5
Taux d'intérêt sans risque	3,42 %	1,58 %
Volatilité prévue	64 %	64 %
Rendement du dividende	0,0 %	0,0 %
Cours de l'action à la date d'attribution	0,82 \$ CA	0,81 \$ CA
Prix d'exercice	0,82 \$ CA	0,81 \$ CA
Juste valeur moyenne pondérée par option	0,27 \$	0,32 \$

La Société a déterminé la volatilité prévue en comparant des sociétés comparables à la Société.

##### ii) UAD et UAR

Le résumé du nombre d'UAD et d'UAR est présenté ci-dessous :

	Exercice clos le 31 décembre			
	2023			
	Nombre d'UAD	Valeur intrinsèque moyenne pondérée à la date d'attribution	Nombre d'UAR	Valeur intrinsèque moyenne pondérée à la date d'attribution
En circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	-	-	-	-
Octroyées	900 000	0,80 \$ CA	836 203	0,83 \$ CA
Annulées par renonciation	-	-	(42 723)	1,25 \$ CA
En circulation au 31 décembre	900 000	0,80 \$ CA	793 480	0,83 \$ CA

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes  
31 décembre 2023 et 2022  
(en dollars américains)

---

### 13 CAPITAL-ACTIONS (suite)

#### Rémunération fondée sur des actions (suite)

##### ii) UAD et UAR (suite)

Une charge de rémunération fondée sur des actions de 1 713 550 \$ a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (1 297 007 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, un montant de 192 553 \$ a été inscrit à l'actif (50 029 \$ au 31 décembre 2022).

### 14 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Les instruments financiers sont des ententes entre deux parties qui donnent lieu à des promesses de paiement ou de réception de trésorerie ou d'instruments de capitaux propres. La Société classe ses instruments financiers comme suit : les équivalents de trésorerie et le passif dérivé sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net; la trésorerie, les débiteurs et les créditeurs et charges à payer, comme étant au coût amorti. La valeur comptable de ces instruments se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

Les seuls instruments financiers de la Société évalués à la juste valeur sont les équivalents de trésorerie totalisant 36 268 399 \$ et le passif dérivé lié aux bons de souscription totalisant 4 234 960 \$, dans les deux cas au 31 décembre 2023, qui sont classés respectivement au niveau 1 et au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

La juste valeur du passif lié aux bons de souscription, qui est classé au niveau 3, a été établie selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La principale donnée non observable utilisée dans le modèle est la volatilité prévue. Une hausse ou une baisse de 10 % de la volatilité prévue utilisée dans le modèle aurait entraîné respectivement une augmentation de 354 040 \$ et une diminution de 572 837 \$ de la juste valeur des bons de souscription au 31 décembre 2023.

#### Exposition au risque lié aux instruments financiers

La Société est exposée à divers degrés de risques liés aux instruments financiers. Le conseil approuve et surveille les processus de gestion des risques.

##### a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie en plaçant cette trésorerie dans de grandes institutions financières canadiennes et brésiliennes. La Société a un risque de crédit minimal. L'exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2023 est liée à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie de 52 398 149 \$ (81 892 279 \$ au 31 décembre 2022). Les débiteurs de 1 788 107 \$ (1 334 138 \$ au 31 décembre 2022) sont liés aux taxes à recevoir au Brésil et au Canada.

## 14 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (suite)

### Exposition au risque lié aux instruments financiers (suite)

#### b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité (**note 1**) est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières à leur échéance. L'approche de la Société en gestion des liquidités consiste à s'assurer, dans la mesure du possible, qu'elle dispose toujours de fonds suffisants pour faire face à ses obligations à leur échéance, tant dans des conditions normales que sous contrainte, sans subir de pertes inacceptables ni risquer d'entacher sa réputation. Les passifs financiers contractuels de la Société au 31 décembre 2023 s'élevaient à 316 318 037 \$ (12 249 282 \$ au 31 décembre 2022). La majeure partie des passifs présentés à titre de crédateurs sont exigibles dans les 30 jours suivant la date de clôture. L'échéance contractuelle des passifs à long terme de la Société est de plus d'un an. Le passif dérivé (**note 10**) lié aux bons de souscription n'entraîne pas de risque de liquidité.

#### c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations des prix du marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur le résultat de la Société ou sur la valeur de ses avoirs en instruments financiers. L'objectif de la gestion du risque de marché est de gérer et de contrôler l'exposition au risque de marché selon des paramètres acceptables, tout en optimisant le rendement du capital.

##### i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux du marché. La Société détient son encaisse dans des comptes bancaires et des placements hautement liquides portant intérêt à des taux variables. Selon les soldes en trésorerie et en équivalents de trésorerie au 31 décembre 2023, une variation de 0,5 % des taux d'intérêt donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution d'environ 261 991 \$, à l'état consolidé du résultat net et du résultat global, sur un horizon de 12 mois.

##### ii) Risque de change

La monnaie fonctionnelle de la Société est le \$ CA et la monnaie fonctionnelle de sa filiale importante est le \$ R. Au 31 décembre 2023, une partie des transactions de la Société était libellée en \$ US, monnaie de présentation de la Société. Les fonds provenant de l'entente d'achat de la production d'or, de l'emprunt à terme garanti de premier rang et du financement pour l'équipement, qui sont actuellement les principales sources de liquidités de la Société, ont été et seront prélevés en \$ US. Par conséquent, la Société est exposée au risque lié aux fluctuations des taux de change des devises. La majorité des coûts du projet sont engagés en \$ US et en \$ R. Les fonds qui seront reçus en \$ US dans le cadre du montage financier atténuent en partie le risque de change lié aux coûts engagés en \$ US. Par conséquent, la Société n'a pas recours à des instruments dérivés pour gérer son exposition au risque de change. La Société tente de gérer ce risque en maintenant ses liquidités en \$ US. Compte tenu de l'exposition actuelle, qui découle principalement des soldes de liquidités en \$ US, une augmentation (diminution) de 1 % du taux de change du \$ US donnerait lieu à une diminution (augmentation) d'environ 0,3 M\$ du résultat net.



## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)

### 15 GESTION DU CAPITAL

Le capital inclut les composantes des capitaux propres et les changements sont présentés dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. L'objectif de la Société en gestion du capital est de préserver la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital à un risque acceptable et de donner des rendements raisonnables aux actionnaires.

La Société gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction de l'évolution de la conjoncture, des taux de change et des caractéristiques de risque de ses actifs. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou vendre des actifs pour améliorer son fonds de roulement.

Afin que la Société puisse respecter ses obligations et engager ses dépenses discrétionnaires prévues liées à la poursuite de la mise en valeur du projet, elle peut choisir de financer ces dépenses en obtenant, en sus de ceux existants, le cas échéant, un financement par actions supplémentaire, un financement par emprunt (limité aux contrats de location-acquisition jusqu'à la production commerciale) ou d'autres moyens. Enfin, la Société prépare des budgets annuels et des estimations à l'achèvement du projet qui sont mis à jour au besoin en fonction de divers facteurs, notamment le déploiement réussi des capitaux et les conditions générales de l'industrie. Les budgets annuels et mis à jour sont approuvés par le conseil.

### 16 INFORMATION SECTORIELLE

La Société n'a actuellement qu'un seul secteur opérationnel, soit la prospection et la mise en valeur de biens miniers. La quasi-totalité des immobilisations corporelles et des biens miniers est située au Brésil.

### 17 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement des impôts sur le résultat aux taux prévus par la loi et des impôts déclarés se présente comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Perte avant impôts	7 179 927	1 897 416
Taux d'imposition prévu par la loi	26,50 %	26,50 %
Avantage fiscal calculé au taux d'imposition prévu par la loi	1 902 681	502 815
Incidence des écarts de taux d'imposition étrangers	(159 273)	(4 111)
Éléments non déductibles aux fins de l'impôt sur le résultat	(1 092 437)	(186 471)
Ajustements relatifs à l'impôt exigible et différé de l'exercice précédent	(15 103)	2 482
Avantage non constaté des actifs d'impôt différé	1 803 209	(392 099)
Perte de change latente intragroupe	(3 104 770)	-
Autres	17 976	(3 512)
Change	647 717	80 896
Recouvrement d'impôt différé	-	-

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)

### 17 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôt différé de la Société aux 31 décembre 2023 et 2022 sont présentées ci-dessous :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
Pertes autres qu'en capital reportées	28 536 894	25 214 726
Valeur comptable des participations dans des biens miniers en excédent des dépenses de prospection inutilisées aux fins fiscales canadiennes	135 000	230 902
Immobilisations	-	30 916
Obligation de mise hors service d'immobilisations	276 438	-
Frais d'émission d'actions	3 427 941	5 574 128
	32 376 273	31 050 672
Immobilisations	(146 899)	-
Frais de financement différés	(326 659)	(69 090)
Contrat de location	(50 231)	-
Perte de change sur les prêts intragroupe	(9 286 566)	-
Obligation de mise hors service d'immobilisations	-	(6 793)
	(9 810 355)	(75 883)
Avantage non constaté des actifs d'impôt différé	(22 565 918)	(30 974 789)
Actifs d'impôt différé, montant net	-	-

La Société a des pertes autres qu'en capital respectives de 9 600 934 \$ et de 9 732 168 \$ au fédéral et au provincial, au Canada, de 22 903 206 \$, de 22 921 118 \$ au titre de l'impôt sur le résultat au Brésil et de la contribution sociale au Brésil, et de 44 020 \$ au titre de l'impôt sur le résultat à la Barbade, qui peuvent être reportées prospectivement pour réduire le bénéfice des exercices futurs aux fins de l'impôt sur le résultat. Ces pertes expirent comme suit :

	Fédéral	Provincial	Impôt sur le résultat	Contribution sociale
	\$	\$	\$	\$
Entre 2029 et 2030 – Barbade	-	-	44 020	-
Entre 2036 et 2043 – Canada	9 600 934	9 732 168	-	-
Indéterminé – Brésil	-	-	22 903 206	22 921 118
	9 600 934	9 732 168	22 947 226	22 921 118

## G Mining Ventures Corp.

Notes annexes

31 décembre 2023 et 2022

(en dollars américains)

### 18 PERTE PAR ACTION

À cause de la perte nette pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022, toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives sont réputées avoir un effet antidilutif et, par conséquent, la perte nette diluée par action est égale à la perte nette de base par action pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022.

### 19 ENGAGEMENTS

Les dépenses d'investissement engagées au 31 décembre 2023 s'élèvent à 55,1 M\$ et doivent être payées au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2024.

Dans le cadre de l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de BRM auprès d'Eldorado Gold Corporation, un paiement en trésorerie différé de 60 M\$ sera payable, au gré de la Société, à tout moment entre la date de clôture et le premier anniversaire de la mise en production commerciale du projet. Au gré de la Société, un montant de 30 M\$ peut être reporté à la deuxième date anniversaire de la mise en production commerciale.

### 20 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	Exercices clos les 31 décembre	
	2023	2022
	\$	\$
<b>Éléments sans effet sur la trésorerie :</b>		
Immobilisations corporelles impayées	15 940 221	9 182 865
Provision pour réhabilitation des immobilisations corporelles	2 768 979	958 200
Amortissement inscrit à l'actif	4 689 980	368 157
Coûts d'emprunt	7 003 886	-
Transfert du minerai stocké à partir des immobilisations corporelles	(654 677)	-
Contrat de location dans les immobilisations corporelles	314 770	-
Rémunération fondée sur des actions inscrite à l'actif	192 553	50 029

### 21 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 9 janvier 2024, la Société a reçu l'approbation finale de la Bourse de Toronto pour l'inscription de ses actions ordinaires à la cote de la TSX. Les actions ordinaires ont commencé à être inscrites à la cote de la TSX le 11 janvier 2024 (et ont été simultanément radiées de la cote de la Bourse de croissance TSX).

Le 29 janvier 2024, aux termes de l'emprunt à terme garanti de premier rang avec FNV, la Société a prélevé 42 M\$ sur la marge de crédit disponible de 75 M\$.